



# Recueil officiel des lois fédérales

---

N° 38 7 octobre 1997

- 2140 Marchés publics. Accord intercantonal
- 2141 Recours à la troupe pour assurer le service d'ordre (OSO)
- 2144 Recours à la troupe pour assurer le service de police frontière (OSPF)
- 2147 Recours à la troupe pour assurer la protection de personnes et de biens (OPPB)
- 2150 Droits de douane applicables aux marchandises dans le trafic avec l'AELE et les CE (Ordonnance sur le libre-échange)
- 2152 Ordonnance sur les droits de douane en matière agricole (ODDAg)
- 2156 Production et mise dans le commerce des semences de céréales (Ordonnance sur les semences de céréales)
- 2166 Production et mise dans le commerce des plants de pommes de terre (Ordonnance sur les plants de pommes de terre)
- 2168 Modification de l'heure d'été

# Accord intercantonal sur les marchés publics

RS 172.056.4; RO 1996 1438

---

Le canton suivant vient d'adhérer à l'accord intercantonal du 25 novembre 1994 sur les marchés publics:

Canton	Adhésion	Entrée en vigueur
Valais	3 septembre 1997	7 octobre 1997

7 octobre 1997

Chancellerie fédérale

Les cantons suivants ont adhéré à l'accord intercantonal:

Lucerne	RO 1997 1474
Uri	RO 1997 924
Schwyz	RO 1996 2504
Unterwald-le-Haut	RO 1996 1438
Unterwald-le-Bas	RO 1996 2504
Glaris	RO 1997 1474
Zoug	RO 1996 2552
Fribourg	RO 1996 1438
Soleure	RO 1996 3258
Bâle-Ville	RO 1997 1120
Appenzell Rh.-Ext.	RO 1997 1120
Schaffhouse	RO 1996 1438
Grisons	RO 1997 166
Argovie	RO 1997 1120
Thurgovie	RO 1997 1474
Tessin	RO 1996 1438
Valais	RO 1997 2140
Neuchâtel	RO 1996 3258

N39507

# Ordonnance sur le recours à la troupe pour assurer le service d'ordre (OSO)

du 3 septembre 1997

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les articles 28, 3<sup>e</sup> alinéa, et 150, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire<sup>1)</sup>,

*arrête:*

## **Article premier** Objet et champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance règle le recours à la troupe en vue d'appuyer les autorités civiles durant le service d'ordre. Celui-ci est effectué en tant que service actif.

<sup>2</sup> Elle est applicable en cas de mise sur pied de la troupe par la Confédération.

## **Art. 2** Missions et conditions d'intervention

<sup>1</sup> Sont formés et engagés, pour assurer le service d'ordre, la police militaire et le Corps des gardes-fortifications.

<sup>2</sup> Dans le cas d'une situation d'urgence concrète et grave, d'autres troupes ne peuvent être formées pour assurer le service d'ordre qu'avec l'approbation du Conseil fédéral.

<sup>3</sup> La troupe ne peut intervenir que pour exécuter les missions pour lesquelles elle dispose tant de l'instruction que de l'équipement appropriés.

<sup>4</sup> Aucune formation de recrues ne doit être formée ni engagée pour assurer le service d'ordre.

## **Art. 3** Nomination et subordination du commandant

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral nomme le commandant de la troupe chargée du service d'ordre que la Confédération met sur pied de sa propre initiative. Le Département militaire fédéral (DMF) détermine les rapports généraux de subordination.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral nomme le commandant de la troupe chargée du service d'ordre que la Confédération met sur pied à la demande d'un canton, après consultation du gouvernement cantonal concerné. Le DMF détermine les rapports généraux de subordination.

**RS 513.71**

<sup>1)</sup> **RS 510.10**

**Art. 4** Mission

<sup>1</sup> Si la Confédération met sur pied une troupe chargée d'assurer le service d'ordre, le Conseil fédéral, sur demande du DMF ou du commandant en chef de l'armée, donne par écrit au commandant la mission pour l'intervention.

<sup>2</sup> Si la Confédération décide la mise sur pied à la demande d'un canton, le Conseil fédéral peut habiliter le gouvernement cantonal à donner la mission pour l'intervention. Le gouvernement cantonal donne alors par écrit la mission au commandant, après entente avec le DMF ou le commandant en chef de l'armée.

<sup>3</sup> La mission doit préciser notamment:

- a. les compétences des organes civils et militaires concernés;
- b. les détails des rapports de subordination en vue de l'intervention;
- c. les pouvoirs de police et le recours aux armes prévus par l'ordonnance du 26 octobre 1994<sup>1)</sup> concernant les pouvoirs de police de l'armée;
- d. les rapports de service avec l'autorité civile.

**Art. 5** Responsabilités

<sup>1</sup> L'autorité civile est responsable de l'intervention de la troupe.

<sup>2</sup> Le commandant est responsable de la conduite de la troupe.

**Art. 6** Planification et conduite de l'intervention

<sup>1</sup> Le commandant planifie l'intervention en accord avec l'autorité civile compétente.

<sup>2</sup> En règle générale, le supérieur militaire conduit la troupe lors de l'intervention. Les dérogations sont réglées dans la mission.

**Art. 7** Moyens d'intervention

L'autorité civile met à la disposition de la troupe tous les moyens disponibles qui sont nécessaires à l'exécution de la mission.

**Art. 8** Information

<sup>1</sup> Avant et pendant l'intervention, l'autorité civile informe la population des missions et des activités de la troupe.

<sup>2</sup> Elle insiste particulièrement sur la nécessité de respecter les injonctions de la troupe et sur la nature des conséquences de leur inobservation.

**Art. 9** Restriction des droits fondamentaux

Si l'intervention exige la prise de mesures qui restreignent les droits garantis par la constitution, le commandant soumet ces mesures à l'autorité civile.

<sup>1)</sup> RS 510.32

**Art. 10 Statut des militaires**

<sup>1</sup> Le commandant peut notamment, en matière de sauvegarde du secret, de congés ou de déconsignation, ordonner les restrictions exigées par l'intervention.

<sup>2</sup> D'autres restrictions peuvent être ordonnées si l'intervention l'exige.

**Art. 11 Dispositions finales**

<sup>1</sup> Le DMF est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> L'ordonnance du 17 janvier 1979<sup>1)</sup> sur le recours à la troupe pour assurer le service d'ordre est abrogée.

<sup>3</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

3 septembre 1997

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Koller

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N39481

<sup>1)</sup> RO 1979 142

# **Ordonnance sur le recours à la troupe pour assurer le service de police frontière (OSPF)**

du 3 septembre 1997

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les articles 28, 3<sup>e</sup> alinéa, et 150, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire<sup>1)</sup>,

*arrête:*

## **Article premier**   Objet

La présente ordonnance règle le recours à la troupe pour assurer le service de police frontière, en vue d'appuyer le Corps des gardes-frontière et la police durant le service d'appui.

## **Art. 2**   Missions et conditions d'intervention

<sup>1</sup> La troupe peut intervenir en vue d'exécuter les missions de police frontière suivantes:

- a. surveillance de la frontière du pays;
- b. protection des gardes-frontière et des policiers aux postes-frontière ainsi que sur le terrain;
- c. autres missions de nature analogue.

<sup>2</sup> La troupe ne peut intervenir que pour exécuter les missions pour lesquelles elle dispose tant de l'instruction que de l'équipement appropriés.

<sup>3</sup> Il ne peut être fait appel à des formations de recrues.

<sup>4</sup> La troupe n'a aucun pouvoir de décision en matière d'application de la législation sur la police douanière, l'asile et la police des étrangers.

## **Art. 3**   Procédure

<sup>1</sup> Le Département fédéral des finances (DFF) ou le gouvernement cantonal adressent leur demande d'appui au Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral statue sur les demandes:

- a. du gouvernement cantonal: sur proposition du Département militaire fédéral (DMF);
- b. du DFF: sur proposition du DMF et du DFF.

RS 513.72

<sup>1)</sup> RS 510.10

**Art. 4** Nomination et subordination du commandant

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral nomme le commandant.

<sup>2</sup> Le DMF détermine les rapports généraux de subordination.

**Art. 5** Mission

<sup>1</sup> L'autorité civile donne la mission par écrit à la troupe attribuée, après entente avec le DMF.

<sup>2</sup> La mission doit préciser notamment:

- a. les compétences des organes civils et militaires concernés;
- b. les détails des rapports de subordination en vue de l'intervention;
- c. les pouvoirs de police et le recours aux armes prévus par l'ordonnance du 26 octobre 1994<sup>1)</sup> concernant les pouvoirs de police de l'armée;
- d. les rapports de service avec l'autorité civile.

**Art. 6** Responsabilités

<sup>1</sup> L'autorité civile est responsable de l'intervention de la troupe.

<sup>2</sup> Le commandant est responsable de la conduite de la troupe.

**Art. 7** Planification et conduite de l'intervention

<sup>1</sup> Le commandant planifie l'intervention en accord avec le Corps des gardes-frontière ou la police.

<sup>2</sup> En règle générale, le supérieur militaire conduit la troupe lors de l'intervention. Les dérogations sont réglées dans la mission.

**Art. 8** Moyens d'intervention

L'autorité civile met à la disposition de la troupe tous les moyens disponibles qui sont nécessaires à l'exécution de la mission.

**Art. 9** Information

<sup>1</sup> Avant et pendant l'intervention, l'autorité civile informe la population des missions et des activités de la troupe.

<sup>2</sup> Elle insiste particulièrement sur la nécessité de respecter les injonctions de la troupe et sur la nature des conséquences de leur inobservation.

<sup>1)</sup> RS 510.32

**Art. 10 Statut des militaires**

<sup>1</sup> Le commandant peut, notamment en matière de sauvegarde du secret, de congés ou de déconsignations, ordonner les restrictions exigées par l'intervention.

<sup>2</sup> D'autres restrictions peuvent être ordonnées si l'intervention l'exige.

**Art. 11 Dispositions finales**

<sup>1</sup> Le DMF est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

3 septembre 1997

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Koller

Le chancelier de la Confédération, Couchepin



N39482



# **Ordonnance sur le recours à la troupe pour assurer la protection de personnes et de biens (OPPB)**

du 3 septembre 1997

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu les articles 28, 3<sup>e</sup> alinéa, et 150, 1<sup>er</sup> alinéa, de la loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire<sup>1)</sup>,

*arrête:*

## **Article premier**   Objet

La présente ordonnance règle le recours à la troupe pour assurer la protection de personnes et de biens devant être particulièrement protégés, en vue d'appuyer la police civile durant le service d'appui.

## **Art. 2**   Missions et conditions d'intervention

<sup>1</sup> La troupe peut intervenir en vue d'exécuter les missions suivantes:

- a. protection d'ouvrages;
- b. protection de conférences;
- c. protection de personnes;
- d. escorte;
- e. autres missions de nature analogue.

<sup>2</sup> La troupe ne peut intervenir que pour exécuter les missions pour lesquelles elle dispose tant de l'instruction que de l'équipement appropriés.

<sup>3</sup> Il ne peut être fait appel à des formations de recrues.

## **Art. 3**   Procédure

<sup>1</sup> Le gouvernement cantonal ou les départements fédéraux adressent leur demande d'appui au Conseil fédéral.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral statue sur les demandes:

- a. du gouvernement cantonal: sur proposition du Département fédéral de justice et police (DFJP) et du Département militaire fédéral (DMF);
- b. des départements fédéraux: sur proposition du DFJP, du DMF et des départements requérants.

RS 513.73

<sup>1)</sup> RS 510.10

**Art. 4** Nomination et subordination du commandant

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral nomme le commandant.

<sup>2</sup> Le DMF détermine les rapports généraux de subordination.

**Art. 5** Mission

<sup>1</sup> L'autorité civile donne la mission par écrit à la troupe attribuée, après entente avec le DMF.

<sup>2</sup> La mission doit préciser notamment:

- a. les compétences des organes civils et militaires concernés;
- b. les détails des rapports de subordination en vue de l'intervention;
- c. les pouvoirs de police et le recours aux armes prévus par l'ordonnance du 26 octobre 1994<sup>1)</sup> concernant les pouvoirs de police de l'armée;
- d. les rapports de service avec l'autorité civile.

**Art. 6** Responsabilités

<sup>1</sup> L'autorité civile est responsable de l'intervention de la troupe.

<sup>2</sup> Le commandant est responsable de la conduite de la troupe.

**Art. 7** Planification et conduite de l'intervention

<sup>1</sup> Le commandant planifie l'intervention en accord avec la police.

<sup>2</sup> En règle générale, le supérieur militaire conduit la troupe lors de l'intervention. Les dérogations sont réglées dans la mission.

**Art. 8** Moyens d'intervention

L'autorité civile met à la disposition de la troupe tous les moyens disponibles qui sont nécessaires à l'exécution de la mission.

**Art. 9** Information

<sup>1</sup> Avant et pendant l'intervention, l'autorité civile informe la population des missions et des activités de la troupe.

<sup>2</sup> Elle insiste particulièrement sur la nécessité de respecter les injonctions de la troupe et sur la nature des conséquences de leur inobservation.

**Art. 10** Statut des militaires

<sup>1</sup> Le commandant peut, notamment en matière de sauvegarde du secret, de congés ou de déconsignations, ordonner les restrictions exigées par l'intervention.

<sup>2</sup> D'autres restrictions peuvent être ordonnées si l'intervention l'exige.

<sup>1)</sup> RS 510.32

**Art. 11** Dispositions finales

<sup>1</sup> Le DMF est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

<sup>2</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

3 septembre 1997

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Koller

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

N39483

# **Ordonnance sur les droits de douane applicables aux marchandises dans le trafic avec l'AELE et les CE**

**(Ordonnance sur le libre-échange)**

**Modification du 25 septembre 1997**

---

*Le Département fédéral de l'économie publique,*

vu l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur l'agriculture<sup>1)</sup>;

vu l'article 6 de l'ordonnance du 17 mai 1995<sup>2)</sup> sur les importations de matières fourragères, de paille, de litière, de tourteaux d'oléagineux de pression et d'extraction, ainsi que de marchandises dont les déchets de transformation servent à l'alimentation des animaux,

*arrête:*

## **I**

Dans l'annexe 1 de l'ordonnance du 18 octobre 1989<sup>3)</sup> sur le libre-échange, les droits de douane sont modifiés pour les numéros du tarif mentionnés dans le document ci-joint.

## **II**

<sup>1</sup> Ces dispositions ne s'appliquent pas aux faits survenus avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

25 septembre 1997

Département fédéral de l'économie publique:  
Delamuraz

N39504

<sup>1)</sup> RS 910.1

<sup>2)</sup> RS 916.112.216; RO 1997 1209

<sup>3)</sup> RS 632.421.0; RO 1997 209 900 1545

*Annexe 1*  
(art. 1<sup>er</sup>)

No du tarif a)		Taux	
		CE	AELE
		Fr. par 100 kg brut	Fr. par 100 kg brut
3823.	1110		15.00
	1210		10.60
	1910		15.50

a) RS 632.10 annexe

N39504

**Ordonnance  
sur la fixation des droits de douane,  
des contingents tarifaires et des parts des droits de douane  
à affectation spéciale applicables aux produits agricoles  
(Ordonnance sur les droits de douane en matière agricole, ODDAg)**

**Modification du 25 septembre 1997**

---

*Le Département fédéral de l'économie publique,*

vu l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur l'agriculture<sup>1)</sup>;  
vu l'article 6 de l'ordonnance du 17 mai 1995<sup>2)</sup> sur les importations de matières  
fourragères, de paille, de litière, de tourteaux d'oléagineux de pression et  
d'extraction, ainsi que de marchandises dont les déchets de transformation  
servent à l'alimentation des animaux,

*arrête:*

**I**

Les droits de douane mentionnés dans l'annexe 1 de l'ordonnance du 17 mai  
1995<sup>3)</sup> sur les droits de douane en matière agricole sont modifiés, selon la version  
ci-jointe, dans les réglementations du marché relatives aux céréales fourragères et  
aux oléagineux.

**II**

<sup>1</sup> Ces dispositions ne s'appliquent pas aux faits survenus avant l'entrée en vigueur  
de la présente modification.

<sup>2</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

25 septembre 1997

Département fédéral de l'économie publique:  
Delamuraz

N39503

<sup>1)</sup> RS 910.1

<sup>2)</sup> RS 916.112.216; RO 1997 1209

<sup>3)</sup> RS 916.011; RO 1997 1048 1442 1548

Organisation de marché: céréales fourragères (chapitre 12 du tarif douanier exempté; cf. organisation du marché des oléagineux; RS 916.112.211)

Annexe 1

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale				Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire  (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(fr)	(%)	affect.	(fr)	(%)	
0708 9010	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0709 9091	24.00 *	22.56	94.0	[2]	1.44	6.0		
0712 9070	24.00 *	22.56	94.0	[2]	1.44	6.0		
0713 1011	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 1012	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 1011	
0713 1091	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 2011	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 2012	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 2011	
0713 2091	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3111	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3112	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 3111	
0713 3191	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3211	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3212	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 3211	
0713 3291	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3311	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3312	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 3311	
0713 3391	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 3911	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713.3912	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 3911	
0713 3991	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 4011	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 4012	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 4011	
0713 4091	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 5012	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 5013	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 5012	
0713 5091	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 9011	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
0713 9012	1.80 *	1.69	94.0	[2]	0.11	6.0	10 % de 0713 9011	
0713 9091	18.00 *	16.92	94.0	[2]	1.08	6.0		
1001 1040	26.00 *	24.44	94.0	[2]	1.56	6.0		
1001 1050	2.60 *	2.44	94.0	[2]	0.16	6.0	10 % de 1001 1040	
1001 9040	26.00 *	24.44	94.0	[2]	1.56	6.0		
1001 9050	2.60 *	2.44	94.0	[2]	0.16	6.0	10 % de 1001 9040	
1003 0030	6.00 *	5.64	94.0	[2]	0.36	6.0	50 % de 1003 0070	
1003 0040	0.70 *	0.65	94.0	[2]	0.05	6.0	3 % de 1003 0070	
1003 0061	13.10 *	12.31	94.0	[2]	0.79	6.0	57 % de 1003 0070	
1003 0070	23.00 *	21.62	94.0	[2]	1.38	6.0		
1003 0080	3.45 *	3.24	94.0	[2]	0.21	6.0	15 % de 1003 0070	
1005 9021	10.80 *	10.15	94.0	[2]	0.65	6.0	45 % de 1005 9030	
1005 9030	24.00 *	22.56	94.0	[2]	1.44	6.0		
1005 9040	2.40 *	2.25	94.0	[2]	0.15	6.0	10 % de 1005 9030	
1006 3020	32.00 *	30.08	94.0	[2]	1.92	6.0		
1008 9031	26.00 *	24.44	94.0	[2]	1.56	6.0		
1008 9032	2.60 *	2.44	94.0	[2]	0.16	6.0	10 % de 1008 9031	

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut  [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale			Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération		Texte complémentaire  (Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)
		(fr)	(%)	affect	(fr)	(%)	
1101 0012	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1101 0031	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1102 2012	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
1102 2021	27 00 *	25 38	94 0	[2]	1 62	6 0	
1102 9012	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1103 1112	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1103 1192	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1103 1320	29 00 *	27 26	94 0	[2]	1 74	6 0	
1103 2120	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1104 1120	28 00 *	26 32	94 0	[2]	1 68	6 0	
1104 1912	31 00 *	29 14	94 0	[2]	1 86	6 0	
1104 2130	24 00 *	22 56	94 0	[2]	1 44	6 0	
1104 2320	29 00 *	27 76	94 0	[2]	1 74	6 0	
1104 2912	30 00 *	28 20	94 0	[2]	1 80	6 0	
1106 1010	22 00 *	20 68	94 0	[2]	1 32	6 0	
1107 1013	8 00 *	7 52	94 0	[2]	0 48	6 0	
1107 1094	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
1107 2013	10 00 *	9 40	94 0	[2]	0 60	6 0	
1107 2094	11 00 *	10 34	94 0	[2]	0 66	6 0	
1501 0012	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
1501 0013	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
1501 0022	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
1501 0023	21 00 *	19 74	94 0	[2]	1 26	6 0	
1502 0019	12 00 *	11 28	94 0	[2]	0 72	6 0	
2102 2021	4 00 *	3 76	94 0	[2]	0 24	6 0	
2301 1019	3 00 *	2 82	94 0	[2]	0 18	6 0	
2302 1010	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2302 3021	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2302 3022	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2302 4021	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2302 4022	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2302 5010	18 00 *	16 92	94 0	[2]	1 08	6 0	
2303 1019	0 00 *	0 00	94 0	[2]	0 00	6 0	
2305 0010	14 00 *	13 16	94 0	[2]	0 84	6 0	
2306 2010	13 00 *	12 22	94 0	[2]	0 78	6 0	
2306 3010	15 00 *	14 10	94 0	[2]	0 90	6 0	
2306 6010	19 00 *	17 86	94 0	[2]	1 14	6 0	
2308 9011	1 00 *	0 94	94 0	[2]	0 06	6 0	
2308 9029	9 00 *	8 46	94 0	[2]	0 54	6 0	
3823 1110	20 00 *	18 80	94 0	[2]	1 20	6 0	
3823 1210	20 00 *	18 80	94 0	[2]	1 20	6 0	
3823 1910	16 00 *	15 04	94 0	[2]	0 96	6 0	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont marqués par \*

[2] Fonds pour la culture des champs (loi sur l'agriculture, art 23, RS 910 1)

Organisation de marché: oléagineux (RS 916.115.11) et autres numéros tarifaires du chapitre 12 (cf. RS 916.358.451)

Annexe 1

Numéro du tarif	Droit de douane par 100 kg brut [1]	Parts des droits de douane à affectation spéciale							Fonds résiduels destinés à la caisse générale de la Confédération	Texte complémentaire	
		Aliments pour animaux				Huiles et graisses				(Base de calcul servant à établir la part des matières fourragères)	
		Montant effectif (fr.)	Part (fr.)	Part (%)	affect	Part (fr.)	Part (%)	affect			
1206 0023	59 10 *		7 09	12 0	[2]	47 98	81 2	[3]	4 03	6 8	(45 % de 2306.3010) - (45 % de 15.00)
		0 00									
1206 0024	50 25 *		6 03	12 0	[2]	40.80	81.2	[3]	3 42	6 8	(51 % de 2306.3010) - (51 % de 15.00)
		0 00									
1206 0026	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(45 % de 2306.3010) - (45 % de 15.00)
1206 0027	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(51 % de 2306.3010) - (51 % de 15.00)
1206 0053	66 45 *		7 97	12 0	[2]	53 95	81 2	[3]	4 53	6 8	(50 % de 2306.3010) - (50 % de 15.00)
		0 00									
1206 0054	59 10 *		7 09	12 0	[2]	47 98	81 2	[3]	4 03	6 8	(55 % de 2306.3010) - (55 % de 15.00)
		0 00									
1206 0056	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(50 % de 2306.3010) - (50 % de 15.00)
1206 0057	0 10 *		0 09	94 0	[2]	0 00	0 0		0 01	6 0	(55 % de 2306.3010) - (55 % de 15.00)
1207 1023	63 25 *		7 59	12 0	[2]	51 35	81 2	[3]	4 31	6 8	(50 % de 2306.6010) - (53 % de 15.00)
		2 10									
1207 1024	56 20 *		6 74	12 0	[2]	45 63	81.2	[3]	3 83	6 8	(58 % de 2306.6010) - (58 % de 15.00)
		2 30									
1207 1026	2 20 *		2 06	94 0	[2]	0 00	0 0		0 14	6 0	(53 % de 2306.6010) - (53 % de 15.00)
1207.1027	2 40 *		2 25	94.0	[2]	0 00	0 0		0 15	6 0	(53 % de 2306.6010) - (58 % de 15.00)
1214 1010	13 00 *		12 22	94 0	[2]	0 00	0 0		0 78	6 0	

[1] Les droits de douane qui s'écartent du tarif général sont marqués par \*

[2] Fonds pour la culture des champs (loi sur l'agriculture, art 23, RS 910 1)

[3] Compte laitier (loi sur l'agriculture, art 26, RS 910 1)

# **Ordonnance sur la production et la mise dans le commerce des semences de céréales**

**(Ordonnance sur les semences de céréales)**

**Modification du 30 septembre 1997**

---

*Le Département fédéral de l'économie publique  
arrête:*

**I**

L'ordonnance du 23 décembre 1994<sup>1)</sup> sur les semences de céréales est modifiée  
comme suit:

L'annexe 1 est remplacée conformément à la version ci-jointe.

**II**

La présente modification entre en vigueur le 15 octobre 1997.

30 septembre 1997

Département fédéral de l'économie publique:  
Delamuraz

N39496

<sup>1)</sup> RS 916.151.1; RO 1997 598

*Annexe I*  
(art 13, 1<sup>er</sup> al)

### Catalogue national des variétés

Dénomination de la variété	Enregistrement	Remarques	Responsable de la sélection conservatrice
<b>1. <i>Avena sativa</i> L./Avoine</b>			
<i>Avoine d'automne:</i>			
Belwi	1990	avoine à grain blanc	Lochow-Petkus, GimbH, Bergen, D
Kynon	1993	avoine à grains nus	PBI, Trumpington, Cambridge, UK
Lustre	1990	avoine à grain jaune	PBI, Trumpington, Cambridge, UK
Mirabel	1993	avoine à grain blanc	SERASEM, Perenchies, F
<i>Avoine de printemps:</i>			
Adamo	1988	avoine à grain blanc	Semundo B.V., Ulrum, NI.
Ebène	1990	avoine à grain noir	SERASEM, Perenchies, F
Eberhard	1996	avoine à grain jaune	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Edo	1992	avoine à grain jaune	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Efendi	1996	avoine à grain jaune	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Expander	1995	avoine à grain jaune	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Flämingsgraf	1996	avoine à grain blanc	Lochow-Petkus GmbH, Bergen, D
Iltis	1996	avoine à grain jaune	Saatzucht Engelen-Büchling OHG, Oberschneiding Büchling, D
Inula	1996	avoine à grain jaune	Nordsaat, Böhnshausen, D
Longchamp	1996	avoine à grain blanc	SERASEM, Perenchies, F
Minerva	1996	avoine à grain blanc	Svalöf Weibull, Svalöf, S
Panther	1987	avoine à grain blanc	Saatzucht Engelen-Büchling OHG, Oberschneiding-Büchling, D
Sallust	1997	avoine à grains nus	Deutsche Saatzeit AG, Quedlinburg, D

Dénomination de la variété	Enregistrement	Remarques	Responsable de la sélection conservatrice
Tomba	1992	avoine à grain blanc	Saatzucht Engelen-Büchling OHG, Oberschneiding-Büchling, D
<b>2. <i>Hordeum vulgare</i> L./Orge</b>			
<i>Orge d'automne:</i>			
Astrid	1995	2 rangs	Bayerische Pflanzenzuchtgesellschaft, München, D
Baraka	1992	2 rangs	SERASEM, Perenchies, F
Baretta	1995	2 rangs	Streng's Erben, Uffenheim, D
Blanche	1995	2 rangs	PBI, Trumpington, Cambridge, UK
Estérel	1997	6 rangs	SECOBRA Recherches, Maule, F
Express	1990	6 rangs	SERASEM, Perenchies, F
Fakir	1994	6 rangs	SECOBRA Recherches, Maule, F
Fétiche	1996	2 rangs	SERASEM, Perenchies, F
Freke	1995	2 rangs	Ets. Lemaire-Deffontaines, Auchy-les-Orchies, F
Gunda	1997	2 rangs	Landw. Lehranstalt Triesdorf, Weidenbach, D
Hiberna	1995	à grains nus	Bayerische Pflanzenzuchtgesellschaft, München, D
Jasmin	1996	2 rangs	Hege, Waldenburg, D
Landi	1997	6 rangs	K. Schmidt, Landau, D
Lyric	1997	6 rangs	Desprez Florimond, Templeuve, F
Majestic	1997	6 rangs	Unisigma, Froissy, F
Manitou	1993	6 rangs	SECOBRA Recherches, Maule, F
Petra	1997	6 rangs	Probstdorfer Saatzucht, Enzersdorf, A
Plaisant	1993	6 rangs	Groupement Agricole Essonnois, Maise, F
Planta	1994	6 rangs	Saatzucht Engelen-Büchling OHG, Oberschneiding-Büchling, D
Trasco	1995	2 rangs	Zelder, Gennep, NL
Ulla	1996	6 rangs	Matton Clovis N.V., Avelgem, B

Dénomination de la variété	Enregistrement	Remarques	Responsable de la sélection conservatrice
<i>Orge de printemps:</i>			
Bacon	1996	2 rangs	Svalöf Weibull, Svalöf, S
Bessi	1997	2 rangs	Nordsaat, Böhnshausen, D
Elisa	1996	2 rangs	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Flika	1987	2 rangs	Desprez Florimond, Templeuve, F
Meltan	1993	2 rangs	Svalöf Weibull, Svalöf, S
Michka	1991	2 rangs	Desprez Florimond, Templeuve, F
Oxalis	1996	2 rangs	Hege, Waldenburg, D
Taiga	1997	à grains nus	Bay. Pflanzenzuchtges., München, D

### 3. *Phalaris canariensis* L./Alpiste

—

### 4. *Secale cereale* L./Seigle

#### *Seigle d'automne:*

Dénomination de la variété	Enregistrement	Responsable de la sélection conservatrice
Danko	1983	Institut Uprawy, Pulawy, PL
Eho	1988	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Elect	1996	Landw. Fachschule Edelhof, Zwettl, A
Esprit	1996	Lochow-Petkus GmbH, Bergen, D
Marder <sup>1)</sup>	1990	Lochow-Petkus GmbH, Bergen, D
Octavian	1996	Peterson, Saatzucht, Lundsgaard, D
Rothenbrunner	1948	Betrieb Realta, Rothenbrunnen, CH

### 5. *Sorghum bicolor* (L.) Moench/Sorgho

—

### 6. *Sorghum sudanense* (Piper) Stapf/Sorgho du Soudan

—

<sup>1)</sup> Retirée; commercialisable jusqu'au 30 juin 1999.

Dénomination de la variété	Enregistrement	Responsable de la sélection conservatrice
----------------------------	----------------	---

### 7. *Triticum aestivum* L./Blé tendre (Blé)

#### *Blé d'automne:*

Arbola	1994	DSP, Delley, CH
Arina	1981	DSP, Delley, CH
Arlas	1995	DSP, Delley, CH
Asiago	1985	Società Italiana Sementi spa, Bologna, I
Boval	1990	DSP, Delley, CH
Camino	1993	DSP, Delley, CH
Danis	1995	DSP, Delley, CH
Eiger	1980	DSP, Delley, CH
Galaxie	1991	Coop de Pau, Pau, F
Génial	1995	Benoist, Orgeus, F
Greif	1994	Lochow-Petkus GmbH, Bergen, D
Levis	1997	DSP, Delley, CH
Lona	1994	DSP, Delley, CH
Orsino	1997	DSP, Delley, CH
Runal	1995	DSP, Delley, CH
Tamaro	1992	DSP, Delley, CH
Taneda	1997	DSP, Delley, CH
Terza	1996	DSP, Delley, CH
Titlis	1996	DSP, Delley, CH
Zénith	1969	DSP, Delley, CH
Zlatna Dolina (Valle d'Oro)	1978	

#### *Blé de printemps:*

Albis	1983	DSP, Delley, CH
Balmi	1994	DSP, Delley, CH
Frisal	1987	DSP, Delley, CH
Golin	1994	DSP, Delley, CH
Greina	1994	DSP, Delley, CH
Lona	1991	DSP, Delley, CH
Molera	1997	DSP, Delley, CH
Pizol	1997	DSP, Delley, CH
Toronit	1996	DSP, Delley, CH

### 8. *Triticum spelta* L./Epeautre

Balmegg	1995	DSP, Delley, CH
Hubel	1992	DSP, Delley, CH
Lueg	1990	DSP, Delley, CH

Dénomination de la variété	Enregistrement	Responsable de la sélection conservatrice
Oberkulmer Rotkorn	1948	DSP, Delley, CH
Ostar	1995	DSP, Delley, CH
Ostro	1978	DSP, Delley, CH
Sertel	1995	DSP, Delley, CH

### 9. *X Triticosecale* Wittm./Triticale

#### *Triticale d'automne:*

Brio	1991	DSP, Delley, CH
Lasko	1983	Poznanska Hodowla Roslin PP, Poznan, PL
Méridal	1992	DSP, Delley, CH
Prader	1997	DSP, Delley, CH
Sirius	1995	DSP, Delley, CH
Tridel	1994	DSP, Delley, CH
Trimaran	1995	Desprez Florimond, Templeuve, F

#### *Triticale de printemps:*

Sandro	1992	DSP, Delley, CH
--------	------	-----------------

Dénomination de la variété	Inscription	Type d'utilisation <sup>1)</sup>	Région d'examen <sup>2)</sup>	Précocité	Responsable de la sélection conservatrice
<b>10. <i>Zea mays</i> L./Maïs</b>					
Accent	1997	m.e.	N	mi-précoce	SICA L.G. Services, Riom, F
Agri 108	1992	m.e.	N	mi-tardive	SES, Tienen, B
Alpis	1992	m.e.	N	mi-tardive	Coop de Pau, Pau, F
Antares	1996	m.e.	N	précoce	CIBA-GEIGY SA; Bâle, CH
Aral	1996	m.e.	N	précoce	Asgrow-France SA, Senlis, F
Atlet <sup>3)</sup>	1987	m.g.	N	mi-précoce	KWS Einbeck, D
Aviso	1988	m.g.	N	mi-précoce	Rustica Semences, Blagnac, F
Banguy	1996	m.g.	N	mi-tardive	Semences Nickerson SA, Paris, F
Baron <sup>3)</sup>	1984	m.g.	N	tardive	RAGT, Rodez, F
Best	1992	m.g.	N	tardive	Groupe Limagrain, Chappes, F
Caraïbe	1993	m.g./m.e.	N	mi-précoce	Lesgourgues, Cargill Semences, Peyrehorade, F
Cecilia	1995	m.g.	S	tardive	Pioneer Génétique, Oucques, F
Challenger RX 170 <sup>3)</sup>	1992	m.e.	N	précoce	Asgrow-France SA, Senlis, F
Clarisia	1996	m.g.	S	mi-précoce	Pioneer Overseas, USA
Corsaire	1990	m.g.	N	mi-tardive	France Canada Semences, La Chapelle Vendômoise, F
Corso	1990	m.g./m.e.	N	précoce	DSP, Delley, CH
Dea	1983	m.g.	N	mi-tardive	Pioneer Génétique, Oucques, F
Delprim	1996	m.g.	N	mi-précoce	DSP, Delley, CH
Delval	1996	m.g.	N	mi-tardive	DSP, Delley, CH
DK 183	1993	m.e.	N	précoce	RAGT, Rodez, F

<sup>1)</sup> m.g.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs grains.

m.e.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs d'ensilage.

<sup>2)</sup> N: aptitude à la culture principale testée au nord des Alpes.

S: aptitude à la culture principale testée au sud des Alpes.

<sup>3)</sup> Retirée; commercialisable jusqu'au 30 juin 1998.

Dénomination de la variété	Inscription	Type d'utilisation <sup>1)</sup>	Région d'examen <sup>2)</sup>	Précocité	Responsable de la sélection conservatrice
DK 200	1992	m.g. m.e.	N N	mi-tardive précoce	RAGT, Rodez, F
DK 212	1995	m.g.	N	mi-précoce	RAGT, Rodez, F
DK 250	1988	m.g.	N	mi-tardive	RAGT, Rodez, F
DK 300	1993	m.g.	N	tardive	RAGT, Rodez, F
Eclat <sup>3)</sup>	1991	m.g./m.e.	N	mi-tardive	Société des Maïs Européens, Grand-fresnoy, F
Enris	1995	m.e.	N	mi-précoce	Coop de Pau, Pau, F
Eva	1987	m.g.	S	mi-précoce	Pioneer Génétique, Oucques, F
Facet	1994	m.e.	N	précoce	D.J. Van der Have BV, Kapelle, NL
Fanion	1994	m.g./m.e.	N	mi-tardive	Société des Maïs Européens, Grand-fresnoy, F
Felicia	1996	m.g.	N	mi-tardive	Pioneer Génétique, Oucques, F
Flash	1996	m.e.	N	mi-précoce	SICA L.G. Services, Riom, F
Frivol	1995	m.g.	N	mi-précoce	Maisadour, Mont-de-Marsan, F
Furio G-4207	1993	m.g./m.e.	S	mi-précoce	CIBA-GEIGY SA, Bâle, CH
Galice	1995	m.e.	N	mi-tardive	KWS Einbeck, D
Gamma	1995	m.g.	N	mi-précoce	KWS Einbeck, D
	1996	m.e.	N	précoce	
Goldion	1997	m.e.	N	précoce	Zelder, Gennep, NL
Goldmeru	1997	m.e.	N	précoce	Zelder, Gennep, NL
Graf	1995	m.e.	N	précoce	RAGT, Rodez, F
Granat	1993	m.g.	N	précoce	KWS Einbeck, D
		m.e.	N	mi-précoce	
Green	1993	m.g.	N	mi-précoce	KWS Einbeck, D
Helix	1997	m.g.	N	mi-précoce	KWS Einbeck, D
Husar	1996	m.e.	N	précoce	KWS Einbeck, D

<sup>1)</sup> m.g.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs grains.  
m.e.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs d'ensilage.

<sup>2)</sup> N: aptitude à la culture principale testée au nord des Alpes.

S: aptitude à la culture principale testée au sud des Alpes.

<sup>3)</sup> Retirée; commercialisable jusqu'au 30 juin 1998.

Dénomination de la variété	Inscription	Type d'utilisation <sup>1)</sup>	Région d'examen <sup>2)</sup>	Précocité	Responsable de la sélection conservatrice
Jivago	1993	m.g.	N	mi-précoce	Rustica Semences, Blagnac, F
Kallista	1997	m.g.	N	mi-précoce	Verneuil Recherche, Verneuil-l'Etang, F
Legat <sup>3)</sup>	1993	m.e.	N	mi-précoce	SICA L.G. Services, Riom, F
LG 11 <sup>3)</sup>	1974	m.g.	N	mi-tardive	SICA L.G. Services, Riom, F
LG 2240	1997	m.g.	N	mi-précoce	SICA, L.G. Services, Riom, F
LG 2243	1996	m.g. m.e.	N N	mi-tardive mi-précoce	SICA L.G. Services, Riom, F
LG 2253	1991	m.e.	N	mi-précoce	SICA L.G. Services, Riom, F
LG 2270	1996	m.g.	N	mi-tardive	SICA L.G. Services, Riom, F
LG 2281	1991	m.e.	N	mi-précoce	SICA L.G. Services, Riom, F
Magellan	1996	m.g.	N	mi-tardive	Hilleshög-NK, Saint-Sauveur, F
Magister	1993	m.g./m.e.	N	mi-tardive	Hilleshög-NK, Saint-Sauveur, F
Marquis	1996	m.e.	N	précoce	RAGT, Rodez, F
Mona	1986	m.g.	N	mi-tardive	Pioneer Génétique, Oucques, F
Monopol	1997	m.g.	N	mi-précoce	KWS Einbeck, D
Natalia	1994	m.g. m.e.	S S	mi-tardive mi-précoce	Pioneer Génétique, Oucques, F
Opalis	1993	m.g.	N	mi-précoce	Coop de Pau, Pau, F
Orla 312 <sup>3)</sup>	1972	m.g. m.g.	N S	tardive mi-précoce	DSP, Delley, CH
Pactol	1995	m.g.	N	mi-tardive	CIBA-GEIGY, Rueil-Malmaison, F
Pankora	1995	m.g.	S	mi-précoce	Hilleshög-NK, Saint-Sauveur, F
Pontis	1996	m.e.	N	mi-précoce	Coop de Pau, Pau, F

<sup>1)</sup> m.g.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs grains.

m.e.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs d'ensilage.

<sup>2)</sup> N: aptitude à la culture principale testée au nord des Alpes.

S: aptitude à la culture principale testée au sud des Alpes.

<sup>3)</sup> Retirée; commercialisable jusqu'au 30 juin 1998.

Dénomination de la variété	Inscription	Type d'utilisation <sup>1)</sup>	Région d'examen <sup>2)</sup>	Précocité	Responsable de la sélection conservatrice
Randa	1994	m.g.	S	tardive	Pioneer Génétique, Oucques, F
Rantzo	1988	m.g.	N	mi-tardive	Rustica Semences, Blagnac, F
Senator	1992	m.g./m.e.	N	mi-tardive	Semences Nickerson SA, Paris, F
Sesnord	1996	m.g.	N	précoce	SES, Tienen, B
Silcx 170	1991	m.e.	N	précoce	DSP, Delley, CH
Silferzo	1996	m.e.	N	mi-tardive	DSP, Delley, CH
Silto	1993	m.e.	N	mi-tardive	DSP, Delley, CH
Siluno	1996	m.e.	N	mi-tardive	DSP, Delley, CH
Silva	1997	m.e.	N	précoce	Nordsaat, Mannheim, D
Symphony	1997	m.g.	N	mi-précoce	D.J. Van der Have BV, Kapelle, NL
Valmy	1993	m.g.	N	mi-précoce	CIBA-GEIGY SA, Bâle, CH
Vectro <sup>3)</sup>	1992	m.g.	N	précoce	DSP, Delley, CH
Volga	1992	m.g.	S	tardive	Pioneer Génétique, Oucques, F
Vulkan	1996	m.e.	N	mi-tardive	RAGT, Rodez, F

<sup>1)</sup> m.g.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs grains.

m.e.: admission sur la base des essais d'homologation comme maïs d'ensilage.

<sup>2)</sup> N: aptitude à la culture principale testée au nord des Alpes.

S: aptitude à la culture principale testée au sud des Alpes.

<sup>3)</sup> Retirée; commercialisable jusqu'au 30 juin 1998.

**Ordonnance  
concernant la production et la mise dans le commerce  
des plants de pommes de terre**

**(Ordonnance sur les plants de pommes de terre)**

**Modification du 30 septembre 1997**

---

*Le Département fédéral de l'économie publique  
arrête:*

I

L'ordonnance du 19 septembre 1996<sup>1)</sup> sur les plants de pommes de terre est modifiée comme suit:

L'annexe 1 est remplacée conformément à la version ci-jointe.

II

La présente modification entre en vigueur le 15 octobre 1997.

30 septembre 1997

Département fédéral de l'économie publique:  
Delamuraz

N39497

<sup>1)</sup> RS 916.151.2

Annexe I  
(art. 14)

## Catalogue national des variétés de pommes de terre

Dénomination de la variété	Enregistrement	Remarques	Responsable de la sélection conservatrice
----------------------------	----------------	-----------	---

*Variétés précoces:*

Charlotte	1984		Unicopa et Sté L. Clause, F
Christa	1978		Ragis, D
Iroise	1994		Féd. des syndicats bretons, F
Ostara	1964		H. Offereins, NL
Sirtema	1952		J. C. Dorst, NL

*Variétés mi-précoces:*

Agria	1988		Böhm KG, D
Bin'tje	1935		K.L. de Vries, NL
Désirée	1961		ZPC, NL
Granola	1982		Saka GbR, D
Matilda	1991		Svalöf AB, S
Nicola	1981		Saatzucht Soltau Bergen eG, D
Ratte	1997	variété potagère	DSP, Delley, CH
Stella	1977	variété potagère	H. Demesmay, F
Urgenta	1951		J. C. Dorst, NL

*Variétés mi-tardives à tardives:*

Aula <sup>1)</sup>	1977		Ragis, D
Eba	1966		Agrico, NL
Erntestolz	1981		Ragis, D
Hermes	1984		Niederösterreichische Saatbaugen., A
Panda	1990		Uniplanta, D
Saturna	1971		Agrico, NL

<sup>1)</sup> Retirée: commercialisable jusqu'au 30 septembre 1998.

# Ordonnance concernant la modification de l'heure d'été

du 25 septembre 1997

---

*Le Département fédéral de justice et police,*

vu l'article 2, 3<sup>e</sup> alinéa, de l'ordonnance du 24 septembre 1984<sup>1)</sup> sur l'heure d'été; considérant la huitième directive 97/44/CE du 22 juillet 1997<sup>2)</sup> du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les dispositions relatives à l'heure d'été,

*arrête:*

## **Article premier** Objet

La présente ordonnance règle, en dérogation à l'ordonnance sur l'heure d'été, la fin de l'heure d'été pour les années 1998 à 2001 y compris, en conformité avec la réglementation valable pour l'Union européenne.

## **Art. 2** Fin de l'heure d'été

L'heure d'été prend fin le dernier dimanche du mois d'octobre, à 3 heures du matin (heure d'été). A ce moment, l'affichage du temps est diminué d'une heure, passant ainsi de 3 heures à 2 heures.

## **Art. 3** Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1997 et a effet jusqu'au 31 octobre 2001.

25 septembre 1997

Département fédéral de justice et police:  
Koller

N39493

RS 941.299.2

<sup>1)</sup> RS 914.299.1

<sup>2)</sup> JO des CE N° L 206/62 du 1<sup>er</sup> août 1997.

**AS-1997-38 vom 07.10.1997 (S. 2139-2168)**

**RO-1997-38 du 07.10.1997 (p. 2139-2168)**

**RU-1997-38 del 07.10.1997 (p. 2139-2168)**

In	Amtliche Sammlung
Dans	Recueil officiel
In	Raccolta ufficiale
Jahr	1997
Année	
Anno	
Band	1997
Volume	
Volume	
Heft	38
Cahier	
Numero	
Datum	07.10.1997
Date	
Data	
Seite	2139-2168
Page	
Pagina	
Ref. No	30 005 440

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.